

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

AU TITRE DE L'ANIMATION DU SERVICE PUBLIC

DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DE L'HABITAT (SPPEH)

Entre la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération, située 1 avenue Saint-Martin - 26200 Montélimar et représentée par son Président, Julien CORNILLET,

Et

Le Centre pour l'Environnement et le Développement des Energies Renouvelables (CEDER), association régie par la loi du 1er juillet 1901, situé 15 avenue Paul Laurens - 26110 NYONS et représentée par son Président, Hervé JARDIN, dénommé ci-dessous « structure de mise en œuvre ».

- Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et son article 22, modifiant le chapitre II du titre III du livre II du code de l'énergie, précisant que le Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique et que celles-ci sont prioritairement mises en œuvre à l'échelle d'un ou de plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre,
- Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et son article 188 précisant que la Région constitue l'échelon pertinent pour coordonner les études, diffuser l'information et promouvoir les actions en matière d'efficacité énergétique et que celle-ci favorise, à l'échelon des établissements publics de coopération intercommunale, l'implantation de plateformes territoriales de la rénovation énergétique,
- Vu l'arrêté du 5 septembre 2019 portant validation du programme « Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,
- Vu la délibération du Conseil Régional Auvergne – Rhône Alpes n°CP-2020-07 / 07-37-4204 en date du 9 juillet 2020 approuvant le règlement de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour la mise en œuvre du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH),
- Vu la convention fixant les conditions de portage du SPPEH entre la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération (CAMA), la Communauté de communes Drôme Sud Provence (CCDSP), la Communauté de communes des Baronnie en Drôme Provençale (CCBDP), la Communauté de communes Dieulefit-Bourdeaux, la Communauté de communes Enclave des Papes – Pays de Grignan (CCEPPG),
- Considérant que le CEDER constitue un espace du réseau France Rénov', dont les conseillers accompagnent les particuliers dans leurs projets de rénovation énergétique de logements ou de petits locaux tertiaires privés,

Il est convenu ce qui suit

Préambule

La Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit la création du Service public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) et de son portage par les EPCI. Ce SPPEH prend le relais des services précédemment assurés par l'Espace Information Energie (CEDER) et par les Plateformes de la Rénovation à destination des propriétaires de logement privés et du petit tertiaire privé.

L'article L232-1 du Code de l'énergie détermine que « le service public de la performance énergétique de l'habitat assure l'accompagnement des consommateurs souhaitant diminuer leur consommation énergétique. Il assiste les propriétaires et les locataires dans la réalisation des travaux d'amélioration de la performance énergétique de leur logement et leur fournit des informations et des conseils personnalisés. »

L'article L232-2 du même code prévoit que ce service public de la performance énergétique de l'habitat s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique portées par un ou plusieurs EPCI afin de couvrir l'ensemble du territoire national. Ces plateformes ont une mission d'accueil, d'information et de conseil du consommateur. Elles fournissent à ce dernier les informations techniques, financières, fiscales et réglementaires nécessaires à l'élaboration de son projet de rénovation. Les conseils fournis sont personnalisés, gratuits et indépendants. Ces plateformes peuvent favoriser la mobilisation des professionnels et des acteurs locaux en vue de mettre en place des actions favorisant la rénovation énergétique des logements.

Un travail conduit en 2020, coordonné par le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes et la Préfecture de la Drôme, a acté la nécessité d'élargir le champ d'intervention des plateformes de la rénovation afin d'assurer une couverture le plus large possible pour l'ensemble des administrés de la Drôme et pouvoir mutualiser un service à une échelle intéressante. Ainsi, les Communautés de communes Drôme Sud Provence (CCDSP), Baronnies en Drôme Provençale (CCBDP), Dieulefit-Bourdeaux (CCDB) et Enclave des Papes – Pays de Grignan (CCEPPG) ont sollicité la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération (CAMA) afin d'assurer la gestion administrative du SPPEH et ont décidé de faire appel à une structure de mise en œuvre unique (CEDER) pour l'animation de ce service public.

Par ailleurs, les intercommunalités ci-dessus ont décidé de confier la gestion administrative du SPPEH à la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération et notamment le reversement de la subvention régionale à la structure de mise en œuvre unique (CEDER).

Article 1 : Objet et durée de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement, par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération (y compris sur le territoire des quatre autres EPCI et pour leur compte), du programme d'actions défini et présenté par la structure de mise en œuvre pour réaliser les missions du SPPEH, décrits à l'article 2.

Ce programme d'actions est défini à l'échelle du territoire des 5 EPCI ayant répondu

La structure de mise en œuvre assure la responsabilité de la réalisation du programme d'actions défini à l'article 2. Elle sera seule responsable de l'utilisation de la contribution versée par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération.

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au 1^{er} janvier 2022 et ce jusqu'au 31 décembre 2022 afin de répondre au déploiement du SPPEH sur le territoire régional.

Article 2 – Programme d'action

La structure de mise en œuvre s'engage à réaliser sous sa responsabilité la réalisation des actions suivantes dans le cadre de l'animation du SPPEH :

- Au titre de l'information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement :
 - information de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
 - conseil personnalisé aux ménages ;
 - accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale.
- Au titre de l'information, conseil du petit tertiaire privé pour rénover leurs locaux :
 - information de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
 - conseil personnel aux entreprises.
- Au titre de la dynamique de rénovation :
 - sensibilisation, communication, animation des ménages ;
 - sensibilisation, communication, animation du petit tertiaire privé ;
 - sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux.

Le programme d'actions défini et présenté par la structure de mise en œuvre contribuera à la réalisation des objectifs du programme SARE :

- Renforcer la dynamique de rénovation énergétique des bâtiments (logements et petit tertiaire privés) en impliquant l'ensemble des collectivités territoriales et les professionnels ;
- Assurer un parcours complet d'accompagnement avec une couverture complète du territoire national. Ce parcours est assuré par une bonne articulation entre les Espaces conseils France Rénov', les services d'accueil et de conseil : Maisons de l'habitat, Maisons France Services, les Communes, etc.
- Consolider et/ou compléter les dispositifs territoriaux existants, constitués des Espaces conseils France Rénov' (Espaces Info Energie, Plateformes territoriales de rénovation énergétique, etc.).

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 2						
DÉPENSES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2022
Information de 1er niveau A1	522	477	561	271	141	1972
Information de 1er niveau A1 (€)	4 176,00 €	3 816,00 €	4 488,00 €	2 168,00 €	1 128,00 €	15 776,00 €
Conseil personnalisé aux ménages A2	474	413	500	253	128	1768
Conseil personnalisé aux ménages A2 (€)	23 700,00 €	20 650,00 €	25 000,00 €	12 650,00 €	6 400,00 €	88 400,00 €
Conseil personnalisé aux copros A2	-	9	-	-	2	11
Conseil personnalisé aux copros A2 (€)	- €	1 350,00 €	- €	- €	300,00 €	1 650,00 €
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	1 650,00 €	1 500,00 €	1 200,00 €	250,00 €	250,00 €	4 850,00 €
Forfait A1/A2	7 844,16 €	5 081,28 €	2 545,92 €	1 129,44 €	1 089,96 €	17 690,76 €
Autres dépenses						- €
Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)	37 370,16 €	32 397,28 €	33 233,92 €	16 197,44 €	9 167,96 €	128 366,76 €
Accompagnement des ménages A4	87	70	16	20	11	204
Accompagnement des ménages A4 (€)	43 500,00 €	42 000,00 €	9 600,00 €	12 000,00 €	6 600,00 €	113 700,00 €
Accompagnement des copros A4	2	5	4	2	1	14
Accompagnement des copros A4 (€)	3 901,88 €	15 000,00 €	12 000,00 €	6 000,00 €	3 000,00 €	39 901,88 €
Accompagnement des ménages BBC A4	2	2	-	1	1	6
Accompagnement des ménages BBC A4 (€)	600,00 €	800,00 €	- €	400,00 €	400,00 €	2 200,00 €
Accompagnement des copros BBC A4	0	1	-	-	-	1
Accompagnement des copros BBC A4 (€)	- €	8 000,00 €	- €	- €	- €	8 000,00 €
Accompagnement des ménages MO A5	1	-	-	-	-	1
Accompagnement des ménages MO A5 (€)	765,00 €	- €	- €	- €	- €	765,00 €
Accompagnement des copros MO A5	-	-	-	-	-	0
Accompagnement des copros MO A5 (€)	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Sous Total Axe 2 (Accompagner les ménages)	48 766,88 €	65 800,00 €	21 600,00 €	18 400,00 €	10 000,00 €	164 566,88 €
Information de 1er niveau B1	4	3	-	10	-	17
Information de 1er niveau B1 (€)	200,00 €	150,00 €	- €	500,00 €	- €	850,00 €
Conseil personnalisé aux entreprises B2	4	3	-	4	-	11
Conseil personnalisé aux entreprises B2 (€)	2 400,00 €	1 800,00 €	- €	2 400,00 €	- €	6 600,00 €
Sensibilisation, communication, animation petit tertiaire C2	300	1411,47	0	-	-	1711,47
Sous Total Axe 3 (Accompagner le petit tertiaire privé)	2 900,00 €	3 361,47 €	- €	2 900,00 €	- €	9 161,47 €
Structurer et animer les acteurs publics	-	-	-	-	-	- €
Structurer et animer les acteurs privés C3	1 000,00 €	3 300,00 €	1 697,28 €	752,96 €	726,64 €	7 476,88 €
Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et privés)	1 000,00 €	3 300,00 €	1 697,28 €	752,96 €	726,64 €	7 476,88 €
Sous Total Axe 5 (s'impliquer dans l'animation régionale)						- €
Gestion administrative / Reporting opérateur	900,00 €	-	-	-	-	900,00 €
Gestion administrative	-	-	-	-	-	- €
TOTAL DEPENSES	90 937,04 €	104 858,75 €	56 531,20 €	38 250,40 €	19 894,60 €	310 471,99 €

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 2						
RECETTES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2022
Prime Région 2022	29 393,52 €	16 514,16 €	8 274,24 €	3 670,68 €	3 542,37 €	61 394,97 €
Sous Total Prime Région	29 393,52 €	16 514,16 €	8 274,24 €	3 670,68 €	3 542,37 €	61 394,97 €
A1	2 088,00 €	1 908,00 €	2 244,00 €	1 084,00 €	564,00 €	7 888,00 €
A2 (1)	11 850,00 €	10 325,00 €	12 500,00 €	6 325,00 €	3 200,00 €	44 200,00 €
A2 (2)	- €	675,00 €	- €	- €	150,00 €	825,00 €
C1	825,00 €	750,00 €	600,00 €	125,00 €	125,00 €	2 425,00 €
Forfait A1/A2	3 922,08 €	2 540,64 €	1 272,96 €	564,72 €	544,98 €	8 845,38 €
A4 (1)	21 750,00 €	21 000,00 €	4 800,00 €	6 000,00 €	3 300,00 €	56 850,00 €
A4 (2)	1 950,94 €	7 500,00 €	6 000,00 €	3 000,00 €	1 500,00 €	19 950,94 €
A4 (3)	300,00 €	400,00 €	- €	200,00 €	200,00 €	1 100,00 €
A4 (4)	- €	4 000,00 €	- €	- €	- €	4 000,00 €
A5 (1)	382,50 €	- €	- €	- €	- €	382,50 €
A5 (2)	- €	- €	- €	- €	- €	- €
B1	100,00 €	75,00 €	- €	250,00 €	- €	425,00 €
B2	1 200,00 €	900,00 €	- €	1 200,00 €	- €	3 300,00 €
C2	150	705,735	0	0	0	855,74 €
C3	500,00 €	1 650,00 €	848,64 €	376,48 €	363,32 €	3 738,44 €
Report CEE 2021	-	17 784,99 €	-	-	-	17 784,99 €
Sous Total SARE SARE	45 018,52 €	70 214,37 €	28 265,60 €	19 125,20 €	9 947,30 €	172 570,99 €
Sous Total Prime Région + CEE SARE	74 412,04 €	86 728,53 €	36 539,84 €	22 795,88 €	13 489,67 €	233 965,96 €
Participation EPCI initiale 2022	11 481,92 €	13 470,82 €	19 991,36 €	15 454,52 €	5 333,66 €	65 732,27 €
Participation EPCI ajustement 2021	5 043,08 €	4 659,41 €	-	- €	1 071,27 €	10 773,76 €
Sous Total Collectivité locale	16 525,00 €	18 130,23 €	19 991,36 €	15 454,52 €	6 404,93 €	76 506,03 €
TOTAL	90 937,04 €	104 858,75 €	56 531,20 €	38 250,40 €	19 894,60 €	310 471,99 €

La structure de mise en œuvre s'engage à réaliser les actes métiers en vigueur tels que définis dans le guide des actes métiers du programme SARE décrit sur le site internet du ministère de la transition écologique et solidaire dans la rubrique dédiée au SARE : <https://www.ecologie.gouv.fr/service-daccompagnement-renovation-energetique-sare> .

La structure de mise en œuvre s'engage également à réaliser l'ensemble du territoire dont les lieux et fréquences seront définis directement avec chaque EPCI.

Sur le territoire de Montélimar-Agglomération, la structure de mise en œuvre s'engage à réaliser 2 demi-journées de permanence par semaine. Les porteurs de projets pourront également accéder au service :

- Par téléphone, en composant le 04 75 26 22 53. Ce numéro sera accessible au moins 7 demi-journées par semaine.
- Par mail, en utilisant l'adresse infoenergie@ceder-provence.org

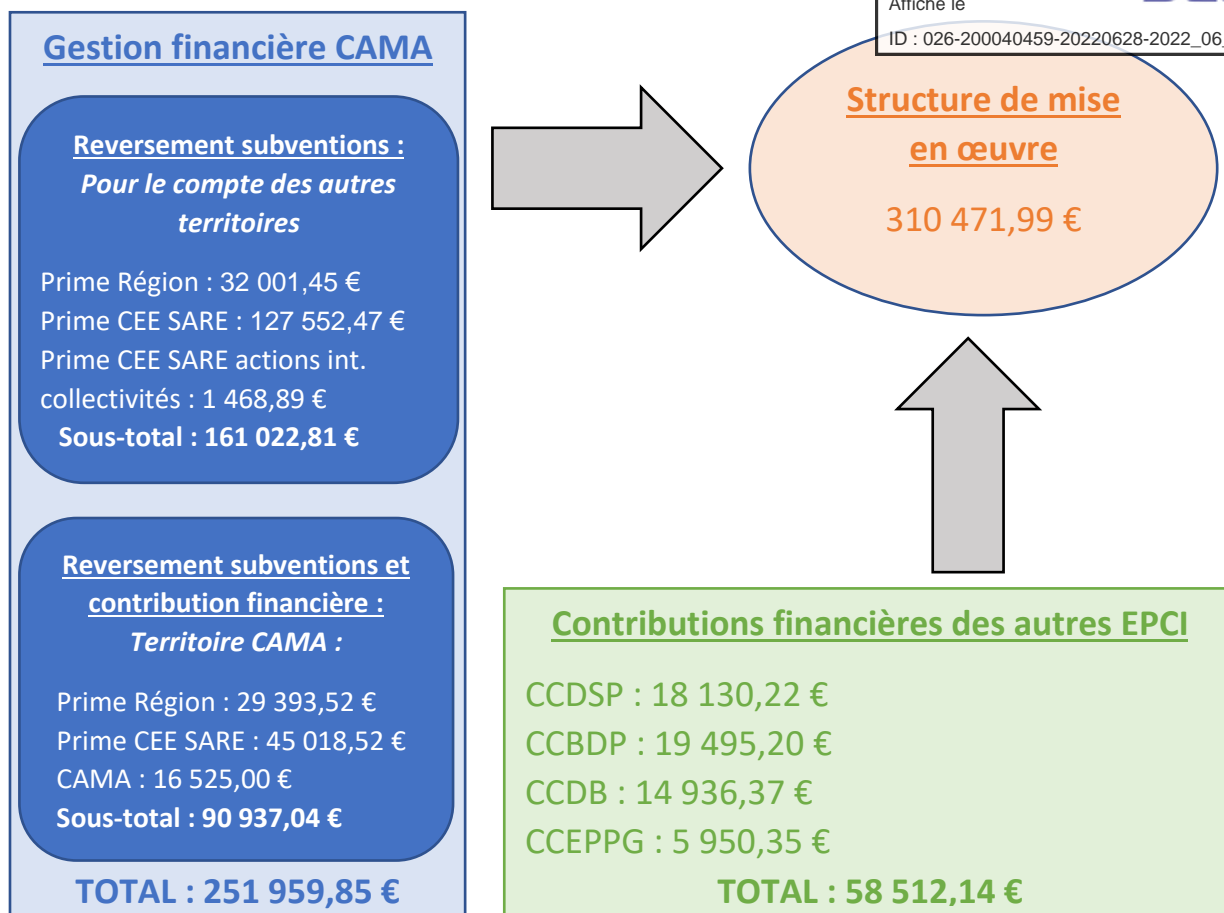
D'un commun accord entre les parties, le périmètre et les objectifs du programme d'actions pourront faire l'objet d'ajustements en cours d'exécution de la Convention.

Article 3 – Engagements de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération

3.1 Contribution financières

La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération assure la gestion administrative du SPPEH pour le compte des EPCI signataires de la convention en annexe 1. Elle est définie comme bénéficiaire principal des subventions Région dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour la mise en œuvre du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat. A ce titre, elle s'engage à soutenir la structure de mise en œuvre, pour la réalisation des actions mentionnées à l'article 2 **pour un montant total maximum de 251 959,85 €** pour la totalité de la durée de cette convention.

A titre d'information, les EPCI du territoire co-financeront également la structure de mise en œuvre.



Des conventions entre la structure de mise en œuvre et les EPCI formaliseront ce partenariat.

La subvention regroupant ces financements sera annuelle. Chaque année une demande de subvention auprès de la CAMA fera l'objet d'un dossier de demande d'aide par la structure de mise en œuvre selon les règles communes en vigueur.

A la fin de chaque année, l'atteinte des objectifs sera ré-évaluée et les volumes financiers de l'année à venir, adaptés en conséquence.

Il est entendu que **les seules dépenses éligibles au financement sont des dépenses de fonctionnement**.

Sont considérés comme éligibles les postes de dépenses suivants :

- les dépenses directes de personnel (salaires chargés non environnés) intervenant directement dans la mise en œuvre du programme au prorata du temps passé ;
- les frais de déplacement et de mission ;
- les équipements et prestations spécifiquement dédiés (exemple : supports de communication) ;
- les charges connexes : ensemble des charges (frais généraux, frais de structure, frais d'environnement, etc.) dans le cadre du règlement financier de la Région.
- les factures (prestations de services, achats, etc.) payées par la Structure de mise en œuvre dans le cadre du programme.

3.2 - Modalités de versement

Une avance et des acomptes seront possibles, en fonction des modalités précisées dans la convention attributive de subvention annuelle entre la Région et la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération et de l'encaissement des subventions.

Le versement des acomptes et du solde sera conditionné aux résultats effectivement réalisés (actes réalisés et population couverte) et justifiés dans les conditions prévues à l'article 4.

Le paiement dû par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération sera effectué sur le compte bancaire suivant de la Structure de mise en œuvre :

Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
10278	08939	00020027801	80

Banque : Crédit Mutuel

Titulaire du compte : CEDER

Article 4 – Engagements de la structure de mise en œuvre

La structure de mise en œuvre prend les engagements suivants pour toute la durée de la convention :

- **En terme d'engagement opérationnel** : mobiliser les moyens humains et financiers nécessaires à la bonne réalisation des actions listées à l'article 2.
- **En terme de mobilisation de la subvention** : utiliser la contribution versée par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération en vue de la stricte réalisation du programme d'actions défini à l'article 2.
- **En terme de communication** :
Valoriser le soutien financier des collectivités (Région et EPCI) et faire figurer les logos de la Région, des EPCI, de l'ADEME, de la campagne France Rénov' et des CEE sur ses documents, courriers/courriels et publications officielles de communication, dans le cadre de la réalisation de toute action se rapportant au programme. L'usage de ces logos est limité au cadre légal et temporel du programme SARE.
La structure de mise en œuvre s'engage à faire valider à la CAMA tous documents de communication avant leur diffusion.
Les locaux hébergeant les conseillers France Rénov' devront obligatoirement être signalés par une plaque identifiant la Région, visible du public, fournie par la Région et posée par structure de mise en œuvre.
Solliciter la présence de la Région et des EPCI dans les événementiels liés aux actions.
Faire mention de la campagne nationale France Rénov' et du soutien de la Région et des EPCI dans ses rapports avec les médias.
- **En terme d'outils numériques** :
Utiliser et alimenter des outils numériques mis en place par l'ADEME pour permettre le suivi du programme SARE sur son territoire.

Alimenter et promouvoir auprès des Bénéficiaires, « SIMUL AIDES » outil numérique permettant, grâce à un simulateur, d'identifier les aides financières mobilisables pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique.

- **En terme de suivi et d'évaluation :**

Établir un bilan d'activité et de réalisation annuel.

Saisir chaque mois, les indicateurs de reporting et de suivi du programme SARE (liste à consulter sur le site internet du ministère de la transition écologique et solidaire dans la rubrique dédiée au SARE : <https://www.ecologie.gouv.fr/service-daccompagnement-renovation-energetique-sare>), dans le « Tableau de Bord SARE » (TBS) mis à en place par l'ADEME.

Transmettre, tous les deux mois, les indicateurs de suivi à la collectivité.

Il est expressément rappelé que la remontée des indicateurs cité plus haut conditionne les appels de fonds du Porteur associé auprès des Obligés, lors des COPIL REGIONAUX. La remontée des indicateurs, dans l'intervalle défini à l'alinéa précédent, constitue donc une condition essentielle et déterminante du versement de la subvention.

Article 5 – Contrôle

5.1 Modalités d'exercice du contrôle

En application de l'article 6.4 de la convention nationale conclue entre l'Etat, l'ADEME, l'Anah et les Obligés le 7 mai 2020, l'ADEME Porteur pilote du programme SARE peut faire l'objet d'un contrôle du PNCEE (Pôle National des Certificats d'Energie).

La Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC) peut demander, à tout moment avant la fin du programme, à l'ADEME et à la Région de réaliser, ou de faire réaliser, un audit sur la situation du Programme, par un auditeur choisi par la DGEC.

A ce titre, la structure de mise en œuvre s'engage à faire toutes diligences pour permettre à l'auditeur ou au contrôleur désigné par le PNCEE ou la DGEC, de remplir sa mission. Il s'engage à donner à l'auditeur ou au contrôleur désigné un droit d'accès à ses locaux, ses sites et son siège.

Par ailleurs, indépendamment des audits diligentés par le PNCEE, la DGEC ou l'ADEME, la Région pourra procéder à tout contrôle qu'elle jugera utile, directement ou par des personnes dûment mandatées par elle, pour s'assurer de la bonne utilisation de la contribution et du respect des engagements pris.

5.2 Conservation et mise à disposition des justificatifs en cas de contrôle

La structure de mise en œuvre s'engage à conserver l'ensemble des justificatifs de dépenses liés à la mise en œuvre du programme d'actions défini à l'article 2, pendant toute la durée de la Convention et au-delà, pendant la durée de conservation des pièces comptables, documents fiscaux, sociaux, civils et commerciaux définis par la loi.

En cas de contrôle (du PNCEE, de la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC), de l'ADEME, de la Région ou de tout autre organisme habilité), la structure de mise en œuvre

s'engage à mettre à disposition de la Région, les justificatifs de dépenses liés à la mise en œuvre du programme d'actions listés en annexe 2.

ARTICLE 6 : PILOTAGE ET SUIVI DU PROGRAMME

Un comité de pilotage et un comité technique seront organisés par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération (voir annexe 1).

La structure de mise en œuvre s'engage à participer à ceux-ci sur demande de leurs membres.

ARTICLE 7 : EVALUATION DU PROGRAMME

Le programme SARE entrant dans le cadre des politiques publiques de rénovation énergétique, il fera l'objet d'une évaluation comme tel.

A ce titre, la structure de mise en œuvre s'engage à participer à l'évaluation du programme SARE et à répondre à toutes demandes, notamment en :

- fournissant tous les éléments quantitatifs nécessaires à l'évaluation des effets en termes d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie, de bénéfices techniques, économiques, sociaux et environnementaux du programme SARE ;
- répondant aux enquêtes par questionnaire (en ligne) et en participant à toute session, réunion, entretien, conférence, échange abordant la conduite du programme SARE et ses résultats.

ARTICLE 8 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Concernant les informations à caractère personnel transmises par le bénéficiaire principal, pour l'exécution de la Convention, la Région s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La structure de mise en œuvre dispose d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui la concernent, sous réserve que l'exercice de ces droits ne compromette pas l'exécution, le suivi et le contrôle de la Convention.

Les outils numériques développés par l'ADEME pour le déploiement du programme SARE fonctionnent conformément au cadre juridique défini par la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Dans l'hypothèse où la structure de mise en œuvre souhaite développer d'autres outils numériques, il lui appartient de s'assurer de leur conformité à ce cadre juridique.

Article 9 — Avenants

Le contenu de la présente convention peut être modifié par avenant qui sera signé des différentes Parties à la présente convention.

Article 10— Reversements et résiliation

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Dans cette hypothèse, les conventions d'attribution de subvention en vigueur concernant ce signataire seront soldées au terme du préavis de six mois et pourront donner lieu à une demande de reversement de la part de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération si le niveau de réalisation d'une action est moindre que celui des avances et acomptes déjà versés pour réaliser cette action.

Article 11 – Litiges

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Montélimar, en 2 exemplaires originaux, le

**Pour la Communauté d'Agglomération
Montélimar-Agglomération,**

Le Président

Julien CORNILLET

Pour le CEDER,

Le Président

Hervé JARDIN

Annexe 1 – Convention de partenariat entre EPCI

>>>> convention inter-EPCI en annexe 1

Annexe 2 – Justificatifs à transmettre en cas de contrôle

Note sur les justificatifs à apporter en cas de contrôle

Le programme SARE permet, au travers de fonds CEE, de financer la réalisation d'actes métiers par des structures de mise en œuvre ainsi que l'animation et portage du programme par le porteur associé. Le porteur associé est responsable de la réalisation des actes métiers conformément à leur description définie dans le guide acte métier en annexe de la convention du porteur pilote. Ces actes métiers font l'objet d'un suivi au travers d'indicateurs définis dans les conventions des porteurs associés.

Les fonds CEE du programme SARE peuvent financer au maximum 50% du coût plafond des actes métiers, la contrepartie étant financée par les collectivités territoriales (fonds du porteur associé, des EPCI, FEDER, etc.). Lorsque certains actes présentent un « reste à charge » pour le bénéficiaire final du service, ce reste à charge n'est pas comptabilisé comme une contrepartie aux fonds CEE.

En cas de contrôle, le porteur associé est responsable de la justification des dépenses réalisées et payées dans le cadre du programme. Ainsi, le porteur associé s'assurera que chaque structure agissant dans le cadre du programme (le porteur associé, mais également les EPCI et leurs groupements ainsi que les structures de mise en œuvre) conserve les justificatifs de dépenses liés à la mise en œuvre du Programme.

En plus des justificatifs liés aux versements des CEE par les obligés (CR COPIL, notifications d'appels de fonds, titres de recettes, attestations de versement), les justificatifs suivants pourront être demandés en cas de contrôle aux structures agissantes :

- Bulletins de paie, justificatifs de salaires, déclaration du temps passé certifié par le représentant légal de la structure agissante pour le temps hommes dont le temps de travail a été comptabilisé dans les dépenses du programme. Il ne s'agit pas d'un suivi de temps acte par acte mais global.
- Dans le cas d'une subvention à un tiers ou de la réalisation des missions en régie : un état récapitulatif des dépenses effectuées certifié par le représentant légal, le contrat liant les structures ; l'attestation de paiement signée du représentant légal ;
- Bilan, comptes de résultat et le cas échéant rapport du Commissaire aux comptes ou du comptable public ;
- Factures (prestations de services, achats, etc.) payées par les structures agissantes dans le cadre du programme ;
- Notes de frais, titres de transport, ou toute autre pièce de valeur probante ;

Pour réaliser les missions décrites dans la convention du porteur associé, les financements des obligés sont complétés par des co-financement des collectivités territoriales (fonds du porteur associé, des EPCI, FEDER, etc.). Seuls les postes de dépenses ci-dessous sont considérés comme éligibles, dans le cadre du programme SARE, pour la réalisation des actions définies dans la convention du porteur associé :

- Les dépenses directes de personnel (salaires chargés non environnés) intervenant directement dans la mise en œuvre du programme au prorata du temps passé ;
- Les frais de déplacements et de missions ;
- Les équipements et prestations spécifiquement dédiés aux actes métiers (exemple : supports de communication, ...)
- Les charges connexes : ensemble des charges (frais généraux, frais de structure, frais d'environnement, etc.) qui ne peuvent être directement et exclusivement rattachées à l'opération mais qui concourent à la réalisation des objectifs de celles-ci. Ces charges connexes ne pourront dépasser 20% de la somme des plafonds définis pour chaque acte.

Le porteur pilote, en articulation avec le GT porteurs associés, met à disposition des porteurs associés cette liste des principaux justificatifs du programme. Le porteur associé est responsable de définir, en lien avec les collectivités infra-régionales et les structures de mise en œuvre, les justificatifs et les modalités de justification les plus adaptés aux spécificités locales du programme.

Envoyé en préfecture le 12/07/2022

Reçu en préfecture le 12/07/2022

Affiché le

 SLO

ID : 026-200040459-20220628-2022_06_28_700-DE

Ces documents devront être conservés dans les structures ad-hoc pendant 6 ans pour les documents antérieurs au 1^{er} juin 2020 et pendant 9 ans pour tous les autres (la règle venant de changer récemment) et devront pouvoir être présentés par ces mêmes structures, sous la responsabilité du porteur associé.

Les justificatifs qui permettent de s'assurer de la réalisation des actes sont cités dans le guide des actes métiers (compte-rendus d'entretiens, rapports d'audits énergétiques, ...) et seront précisés si nécessaire dans le cadre du GT Actes métiers et indicateurs.